

## **#SOTEU : il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour**

Les eurodéputés socialistes et radicaux ont écouté avec gravité le discours sur l'état de l'Union du président de la Commission, M. Juncker, dans un contexte où prévaut un fort sentiment d'urgence.

Juncker est à la tête d'une Commission européenne qu'il a voulu politique, celle de « la dernière chance ». Il nous a aujourd'hui dit qu'il fallait respecter le Brexit mais que celui-ci ne devait pas menacer l'existence même de l'Union européenne et que le Royaume-Uni devait rapidement déposer sa demande de retrait. Nous prenons acte de sa volonté d'avancer dans des domaines essentiels comme la sécurité et la défense européenne. Nous entendons sa volonté de faire payer l'impôt là où les profits sont réalisés, de prolonger le plan d'investissement qui porte son nom et d'en doubler le montant, de défendre l'acier européen ou de partager la responsabilité de l'accueil des réfugiés.

Pour nous l'essentiel, c'est maintenant que ses engagements soient suivis d'actions communes. Or, ironie du sort, c'est le plus souvent la droite européenne, qui refuse de concrétiser ses préconisations. Un exemple ? Alors que M. Juncker plaide en faveur d'un triple A social, la lutte contre le dumping social continue d'être freinée par une partie de la droite. Or, les Européens veulent des décisions communes qui soient appliquées rapidement et efficacement, comme la Commission vient d'en faire la démonstration avec l'amende infligée à Apple. C'est pourquoi la Commission européenne doit reprendre les mesures de lutte contre le dumping social telles qu'adoptées aujourd'hui au Parlement européen à partir de nos propositions.

Il est temps de mettre un terme à cette politique du « mieux légiférer » qui revient in fine à ne pas légiférer, ne pas agir. Les mesures concrètes économiques ou liées à la sécurité en Europe annoncées vont dans le bon sens : nous attendons désormais des actes, et plus encore une adéquation entre les annonces faites et les moyens budgétaires, à la fois de la part de la Commission européenne, mais plus encore de la part des États membres.

Sur le doublement du « plan Juncker », nous demandons à la Commission européenne d'entendre nos propositions pour une meilleure prise en compte de la transition écologique ou pour davantage de capacité d'emprunt. Nous demandons aussi une véritable stratégie d'investissement au-delà de cet instrument, ce qui passe notamment par une révision du pacte de stabilité, des ressources propres et un budget pour la zone euro. Tout montre qu'il faut que l'Europe tourne rapidement la page de l'austérité, l'idée est de plus en plus partagée... la Commission doit l'entendre et agir !

Juncker aime l'Europe ? Elle lui demande de le prouver !